

Je pourrais parler également de la nécessité d'établir une procédure de règlement des différends qui, à mon avis, serait très utile entre nous et les États-Unis. C'est le genre de stratégie que nous pouvons et devrions adopter au Canada. Cependant, ce n'est pas la voie qui a été choisie et d'un bout à l'autre du pays, contrairement aux citations lues ce matin par le premier ministre, on assiste à une montée de l'opposition à l'égard de cette option libre-échangiste, opposition qui, je le prédis, conduira finalement au rejet de cette option en dépit des belles paroles du premier ministre ce matin.

Je pourrais peut-être terminer maintenant sur ces mots de George Grant, membre et supporteur du parti conservateur depuis de nombreuses années. Voici:

«Tout porte à croire que notre souveraineté serait compromise au pays et à l'étranger si nos deux sociétés ne faisaient plus qu'une, économiquement parlant. Songeons notamment à notre politique de la sécurité sociale: Nous ne pourrions plus décréter des mesures qui nous désavantageraient sur le plan fiscal.»

Voilà ce qui nous attend si nous empruntons cette voie. Mais il existe un autre moyen de remettre sur pieds notre pays. Le Parlement doit faire sien le rêve que nous voulons réaliser pour nos enfants et nos communautés, celui de vivre dans un pays libre, souverain et indépendant qui sera en mesure de diriger ses affaires, sans se faire dire ce qu'il doit ou ne doit pas faire, comme cela est arrivé dans le dossier du bois d'œuvre. Il faut chercher à affirmer notre souveraineté sans que Washington inscrive pour nous dans un accord sur le libre-échange ce qu'il nous est possible ou interdit de faire. Nous devons rester maîtres de la situation afin d'établir notre propre politique de développement régional, notre stratégie agricole, notre politique culturelle et notre développement.

Ce n'est justement pas la direction dans laquelle le gouvernement nous a engagés. Il tente plutôt de nous dissimuler la vérité, si bien que les seuls renseignements que nous possédions sur la matière des négociations provenaient de fuites émanant du négociateur en chef et de la presse canadienne.

Si le gouvernement avait voulu rétablir son autorité, il aurait saisi l'occasion que lui procure ce débat pour informer la Chambre de l'état véritable des négociations au lieu de discourir inlassablement sans rien nous révéler quant aux faits.

Nous voulons dessiner notre avenir et non pas qu'on nous fixe des orientations qui seront catastrophiques pour nous tous.